

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions
de l'arrêté n° 08-4666 autorisant la société TIMAC AGRO
à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais
sur le site de Tonnay-Charente,
modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019**

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 512-6-1, R. 181-45, R. 512-39 à R. 512-39-3 et R. 512-75-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Brice Blondel, Préfet de la Charente-Maritime ;

Vu le décret du Président de la République en date du 29 décembre 2022 portant nomination de M. Emmanuel CAYRON, en qualité de sous-préfet, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 autorisant la société TIMAC AGRO à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais sur le site de Tonnay-Charente, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019 ;

Vu la notification de la cessation partielle de certaines activités de la société TIMAC Agro en date du 3 mai 2024 ;

Vu la demande de report la réhabilitation des installations relevant des rubriques 3430, 1532-3, 2910-A-2, 4440-2 et 4510-2 de la nomenclature des ICPE associée à la notification d'arrêt définitif du 3 mai 2024, complétée par courriers du 25 juillet 2024 et du 22 novembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 9 octobre 2024 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 14 octobre 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 22 novembre 2024 et notamment concernant la liste des rubriques concernées par la cessation d'activité (ajout de la rubrique 4510) ;

Vu le rapport complémentaire de l'inspection en date du 11 février 2025 ;

Vu le courrier du 19 février 2025 transmis à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé, modifié à la suite des remarques formulées le 22 novembre 2025 ;

Vu le courriel du 11 mars 2025 de l'exploitant indiquant ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 24 février 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant met à l'arrêt définitif les activités relevant des rubriques 3430, 1532-3, 2910-A-2, 4440-2 et 4510-2 de la nomenclature des ICPE au sens de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les terrains concernés ne sont pas libérés du fait du maintien d'activités relevant des rubriques 2515-1 et 2517-2 de la nomenclature des ICPE ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a justifié le besoin de reporter la réhabilitation et exposé le calendrier envisagé conformément aux dispositions prévues à l'article R. 512-39 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer les conditions de ce report et de son éventuelle réévaluation ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – REPORT DE LA REHABILITATION

La société TIMAC AGRO, dont le siège social est situé 27 avenue Franklin Roosevelt – 35400 SAINT-MALO, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'installation qu'elle exploite sur la commune de Tonnay-Charente.

La réhabilitation des terrains concernés par la cessation partielle et qui ne sont pas libérés est reportée dans les conditions définies par les articles suivants.

ARTICLE 2 – CALENDRIER DU REPORT

Article 2.1 Mise en sécurité

Au chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 autorisant la société TIMAC AGRO à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais sur le site de Tonnay-Charente, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019, est ajouté l'article 1.5.7, intitulé Mise en sécurité, ci-après :

« Dans le cadre de la cessation des activités relevant des rubriques 3430, 1532-3, 2910-A-2, 4440-2 et 4510-2 de la nomenclature des ICPE associée à la notification d'arrêt définitif à compter du 30 juin 2024 et en application des dispositions du III de l'article R. 512-39-1, dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant doit faire attester, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine (« ATTES-SECUR »).

Pour pouvoir assurer la surveillance des installations sur son environnement, l'exploitant confie à un bureau d'étude certifié en SSP (sites et sols pollués) la réalisation du diagnostic tel que prévu par l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement. Les substances dangereuses pertinentes doivent être prises en compte dans les diagnostics fournis.

Le diagnostic intègre notamment les éléments relatifs au caractère radiologique des matériaux, matières, produits, résidus ou déchets susceptibles de contenir des substances radioactives d'origine naturelle liés à la production d'engrais phosphatés.

Il prend en compte l'ensemble des parcelles concernées par la cessation et des installations présentes, dont les lagunes de collecte des eaux pluviales souillées.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité devront s'accompagner de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires, en application de l'article R. 512-75-1 (IV – 4°) du Code de l'environnement.

Les travaux préalables à la mise en sécurité du site sont conduits selon le calendrier suivant :

Ateliers ou zones du site concernés	Travaux préalables à la mise en sécurité	Échéance
Parcelle AW 0026 : ancien laminoir et stockage maintenance	Démolition du bâtiment « laminoir - magasin »	31 décembre 2025
Parcelle AW 0027 : cuves acides, soude et enrobant, silo carbonate, bassins eaux industrielles acides, atelier cave, installations de granulation et de séchage, stockage de produits finis, chaufferie, local compresseur, bâtiment administratif, bâtiment Lafayette, bâtiment Marquise et tour d'ensilage	Démolition partielle des bâtiments et démantèlement des cuves et bassins	31 décembre 2025
Parcelle AW 0037 : ateliers et local social (vestiaire), stockage de bois	Démolition du bâtiment	31 décembre 2025

»

Article 2.2 Mémoire de réhabilitation

Au chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 autorisant la société TIMAC AGRO à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais sur le site de Tonnay-Charente, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019, est ajouté l'article 1.5.8, intitulé Mémoire de réhabilitation, ci-après :

« En application des dispositions de l'article R. 512-39-3, le délai de remise au Préfet du mémoire de réhabilitation et de l'attestation MÉMOIRE est porté de 6 à 24 mois, soit **avant le 30 juin 2026**.

Ce mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2.

En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1. Les objectifs de réhabilitation ;
2. Un plan de gestion comportant :
 - a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;
 - b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;
 - c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Dès que cela est possible, l'exploitant réalise le traitement des sources de pollutions concentrées et ce même sans libération des terrains. »

Article 2.3 Réhabilitation

Au chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 autorisant la société TIMAC AGRO à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais sur le site de Tonnay-Charente, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019, est ajouté l'article 1.5.9, intitulé Réhabilitation, ci-après :

« En application des dispositions de l'article R. 512-39, la réhabilitation des parcelles figurant dans le tableau ci-dessous est reportée selon les conditions suivantes :

Ateliers ou zones du site concernés	Conditions de libération du terrain
Parcelle AW 0026 : ancien laminoir et stockage maintenance	Cessation d'activité au sens du R.512-75-1 du code de l'environnement de l'installation relevant de la rubrique 2517-2
Parcelle AW 0027 : cuves acides, soude et enrobant, silo carbonate, bassins eaux industrielles acides, atelier cave, installations de granulation et de séchage, stockage de produits finis, chaufferie, local compresseur, bâtiment administratif, bâtiment Lafayette, bâtiment Marquise et tour d'ensachage	Cessation d'activité au sens du R.512-75-1 du code de l'environnement des installations relevant des rubriques 2515-1 et 2517-2
Parcelle AW 0037 : ateliers et local social (vestiaire), stockage de bois	Cessation d'activité au sens du R.512-75-1 du code de l'environnement des installations relevant des rubriques 2515-1 et 2517-2

Lorsque les conditions de libération des terrains concernés sont réunies, l'exploitant informe l'inspection des installations classées puis met en œuvre les opérations administratives et techniques définies à l'article R. 512-75-1 ainsi que les opérations de réhabilitation selon les dispositions de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement dont le report fait l'objet du présent arrêté. »

ARTICLE 3 – BILAN

Au chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 autorisant la société TIMAC AGRO à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais sur le site de Tonnay-Charente, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019, est ajouté l'article 1.5.10, intitulé Bilan, ci-après :

« Un bilan comportant les résultats de la surveillance environnementale définie, le cas échéant, par le mémoire de réhabilitation prévu à l'article 1.5.8, et les différentes opérations de mise en sécurité et de réhabilitation, est transmis tous les 4 ans. »

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 6 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Sous-Préfet de Rochefort, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le Maire de la commune de Tonnay-Charente, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

La Rochelle, le **- 2 AVR. 2025**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Emmanuel CAYRON

